

TRADUCTION

COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 84 — 813

11 AVRIL 1984

Arrêté de l'Exécutif flamand autorisant la destruction du pigeon ramier dans certaines cultures de la Région flamande

L'Exécutif flamand,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, modifiée par les lois des 4 avril 1900, 30 juillet 1922, 30 janvier 1924, 30 décembre 1936, 14 juillet 1961, 20 juin 1963 et 30 juin 1967 et par l'arrêté royal du 10 juillet 1972, notamment les articles 6ter et 7ter;

Considérant qu'une trop grande quantité de pigeons ramiers nuit aux cultures dans les différentes provinces;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973 et modifiées par la loi du 9 août 1980, notamment l'article 3, § 1er;

Considérant qu'il importe de prendre sans délai des mesures qui permettent la destruction du pigeon ramier dans certaines cultures;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire, de la Rénovation rurale et de la Conservation de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

Article 1er. § 1er. Dans la Région flamande, les planteurs et exploitants de cultures de lin, de féveroles et de pois sont autorisés à tuer à l'aide d'armes à feu le pigeon ramier sur leurs terres portant du lin, des féveroles ou des pois et ce respectivement jusqu'au 30 juin 1984 inclus dans les cultures de lin et jusqu'au 31 juillet 1984 dans les cultures de pois et de féveroles.

§ 2. Dans les arrondissements administratifs d'Hasselt et de Tongres, les propriétaires ou exploitants de vergers à cerises sont autorisés à tirer le pigeon ramier dans ces vergers, jusqu'au 15 août 1984 inclus.

§ 3. Dans les arrondissements administratifs d'Alost, d'Anvers, de Dixmude, de Hal-Vilvorde, d'Ypres, de Louvain, de Malines, de Roulers et de Tielit, les planteurs et exploitants de cultures de chicons, de choux-fleurs et de choux de Bruxelles sont autorisés

à tuer à l'aide d'armes à feu le pigeon ramier sur leurs terres portant des chicons, des choux-fleurs et des choux de Bruxelles et ce respectivement jusqu'au 31 juillet 1984 pour les chicons et les choux-fleurs et jusqu'au 15 août 1984 pour les choux de Bruxelles.

Dans les arrondissements administratifs de Hal-Vilvorde, de Louvain et de Malines, l'autorisation de l'alinéa précédent vaut également jusqu'au 31 juillet 1984, pour les planteurs et exploitants dont les terres portent d'autres cultures de choux.

Art. 2. Pour la destruction visée à l'article 1er, seuls les fusils à canon lisse et des cartouches à plomb peuvent être utilisés.

Le permis de port d'armes de chasse n'est pas nécessaire.

Art. 3. Les personnes mentionnées à l'article 1er peuvent, par écrit et sous leur responsabilité, charger de cette destruction une seule personne par cinq hectares ou fraction de cinq hectares situées séparément de cultures mentionnées à l'article 1er. Cette personne, qui doit avoir 21 ans accomplis à la date de la rédaction du mandat écrit, ne peut pas avoir été l'objet d'une condamnation pour maraudage, délit de chasse, attentat contre les personnes ou contre les propriétés. Elle ne peut être déléguée que par une seule des personnes mentionnées à l'article 1er.

Les personnes déléguées doivent être en mesure de procéder à tout moment à la destruction efficace du pigeon ramier.

Les planteurs, propriétaires ou exploitants, suivant le cas, informent immédiatement, par écrit, le commandant de la brigade locale de gendarmerie et l'ingénieur des Eaux et Forêts de l'Etat, de la délégation donnée.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le Ministre communautaire de l'Aménagement de Territoire, de la Rénovation rurale et de la Conservation de la Nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 avril 1984.

Le Président,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire,
de la Rénovation rurale et de la Conservation de la Nature,

P. AKKERMANS

REGION WALLONNE

22 NOVEMBRE 1983. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant pour l'année 1984 le taux d'accroissement garanti prévu par les articles 6 et 10 de l'arrêté de l'Exécutif du 30 mars 1983, fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne, pour les années 1983 à 1988

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, VIII, 2°;

Vu la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976, notamment l'article 78;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1976 instituant un Fonds des communes;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 30 mars 1983 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne, pour les années 1983 à 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 31 mars 1983 déterminant pour les années 1983 et 1984, les modalités d'application des articles 5 et 10 de l'arrêté précité, en ce qui concerne les conditions fiscales applicables pour 1984;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif, modifié par les arrêtés des 17 novembre 1982 et 28 juin 1983;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif régional wallon;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Considérant que, eu égard à la situation financière des communes, il s'indique de fixer sans retard les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne;

Vu l'urgence.

Sur la proposition du Ministre, chargé de la Tutelle et des Relations extérieures.

Arrêté :

Article 1er. Est fixé à 3 p.c. pour 1984, le taux de majoration prévu à l'article 6, § 1, 2^o et à l'article 10, § 1, 2^o, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon fixant les règles de répartition de la part du fonds

des communes revenant aux communes de la Région wallonne pour les années 1983 à 1988.

Art. 2. Le Ministre chargé de la Tutelle, et des Relations extérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 novembre 1983.

Le Ministre-Président de la Région wallonne,
chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

Le ministre de la Région wallonne,
chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,

A. DAMSEAUX

UBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 84 — 814

22. NOVEMBER 1983. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Bestimmung für das Jahr 1984 des in den Artikeln 6 und 10 des Erlasses der Exekutive vom 30. März 1983 zur Festlegung der Regeln für die Verteilung des den Gemeinden der Wallonischen Region für die Jahre 1983 bis 1988 zustehenden Anteils am Gemeindefonds vorgesehenen gesicherten Erhöhungsprozentsatzes

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6, § 1, VIII, Punkt 2;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Januar 1976 über die Haushaltsvorschläge 1975-1976, insbesondere des Artikels 78;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1976 zur Einführung eines Gemeindefonds;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 30. März 1983 zur Festlegung der Regeln für die Jahre 1983 bis 1988 zustehenden Anteils am Gemeindefonds;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 31. März 1983 zur Bestimmung für die Jahre 1983 und 1984 der Modalitäten der Anwendung der Artikeln 6 und 10 des oben genannten Erlasses, was die steuerlichen Bedingungen, die 1984 anwendbar sind, betrifft;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. März 1982 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive, abgeändert durch die Erlasse vom 17. November 1982 und vom 28. Juni 1983;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

In der Erwägung, dass es angesichts der finanziellen Lage der Gemeinden angebracht ist, die Regeln für die Verteilung des den Gemeinden der Wallonischen Region zustehenden Anteils am Gemeindefonds unverzüglich festzulegen;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen beauftragten Ministers;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive.

Artikel 1. Der in Artikel 6, § 1, Punkt 2, und in Artikel 10, § 1, Punkt 2, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung der Regeln für die Verteilung des den Gemeinden der Wallonischen Region für die Jahre 1983 bis 1988 zustehenden Anteils am Gemeindefonds vorgesehene Erhöhungssatz wird für 1984 auf 3 Prozent festgelegt.

Art. 2. Der mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen beauftragte Minister ist mit der Ausführung dieses Erlasses beauftragt.

Brüssel, am 22. November 1983.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen,

A. DAMSEAUX

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 84 — 814

22 NOVEMBER 1983. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling, voor het jaar 1984, van het gewaarborgde groeipercentage bedoeld door de artikelen 6 en 10 van het besluit van de Executieve van 30 maart 1983 tot vaststelling van de regelen voor de omslag van het gedeelte van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Waalse Gewest, voor de jaren 1983 tot 1988, toevalt

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 8, § 1, VIII, 2°;

Gelet op de wet van 5 januari 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976, inzonderheid op artikel 78;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1976 tot instelling van een Gemeentefonds;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 30 maart 1983 tot vaststelling van de regelen voor de omslag van het gedeelte van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Waalse Gewest, voor de jaren 1983 tot 1988, toevalt;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 31 maart 1983 tot vaststelling, voor de jaren 1983 en 1984, van de modaliteiten van toepassing van de artikelen 6 en 10 van voornoemd besluit, wat betreft de voor 1984 toepasselijke fiscale voorwaarden;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 12 maart 1982 houdende vaststelling van de bevoegdheden van de Ministers, leden van de Executieve, gewijzigd door de besluiten van 17 november 1982 en 28 juni 1983;

Gelet op het besluit van de Executieve van 22 april 1982 houdende regeling van de ondertekening van de akten van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980;

Overwegende dat het wegens de financiële toestand van de gemeenten geboden is onverwijld de regelen voor de omslag van het gedeelte van het Gemeentefonds, dat aan de gemeente van het Waalse Gewest toevalt, vast te stellen;

Gelet op de dringende noodzaak;

Op de voordracht van de Minister, belast met het Toezicht en de buitenlandse betrekkingen,

Besluiten :

Artikel 1. Het groeipercentage bedoeld in artikel 6, § 1, 2°, en in artikel 10, § 1, 2°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van de regelen voor de omslag van het gedeelte van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Waalse Gewest, voor de jaren 1983 tot 1988, toevalt, wordt voor 1984 op 3 pct. vastgesteld.

Art. 2. De Minister belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 november 1983.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest,
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,

A. DAMSEAUX

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

3 APRIL 1984. — Koninklijk besluit houdende de benoeming van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van de commissie van beroep inzake het overhevelen van personeelsleden naar de ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld, gecoördineerd op 24 november 1981, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 11 juni 1982, 25 juni 1982 en 12 april 1983, inzonderheid op artikel 4, § 4, derde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juni 1982 tot vaststelling van de nadere regelen voor de overgang van de personeelsleden van de ministeries van de Vlaamse Gemeenschap, van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest naar de respectieve Executieve, inzonderheid op artikel 4, § 4, derde lid;

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

3 AVRIL 1984. — Arrêté royal nommant les Présidents et Présidents suppléants de la commission de recours en matière de passage des membres du personnel dans les ministères des Communautés et des Régions

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal réglant le passage de membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions, coordonné le 24 novembre 1981, modifié par les arrêtés royaux du 11 juin 1982, du 25 juin 1982 et du 12 avril 1983, notamment l'article 4, § 4, alinéa 3;

Vu l'arrêté royal du 30 juin 1982 fixant les règles complémentaires pour le transfert des membres du personnel des ministères de la Communauté française, de la Communauté flamande et de la Région wallonne à leur Exécutif respectif, notamment l'article 4, § 4, alinéa 3;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 maart 1980 houdende instelling van de commissie van beroep inzake het overhevelen van personeelsleden naar de ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 13 oktober 1983, inzonderheid op artikel 2, a) en e);

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt en van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Worden benoemd :

— tot voorzitters van de commissie van beroep inzake het overhevelen van personeelsleden naar de ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten,

voor de franstalige afdeling :

de heer H. Belleflamme, directeur-generaal a.i. bij het Openbaar Ambt, Dienst van Algemeen Bestuur;

voor de nederlândstalige afdeling :

de heer D. De Saedeleer, directeur-generaal bij het Openbaar Ambt, Algemene Directie voor Selectie en Vorming;

— tot plaatsvervangende voorzitters van genoemde commissie :

voor de franstalige afdeling :

de heer E. Capouillez, inspecteur-generaal bij het Openbaar Ambt, Dienst van Algemeen Bestuur,

voor de nederlândstalige afdeling :

de heer E. Van Leuven, directeur-generaal bij het Ministerie van Openbare Werken.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Openbaar Ambt en Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 3 april 1984.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Openbaar Ambt,

Ch.-F. NOTHOMB

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,

L. WALTNIEL

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bekendmaking van de voordrachten van het Hof van beroep te Brussel en van de provincieraad van Brabant tot een plaats van raadshoof, vakant in het Hof van beroep te Brussel

Kandidaten voorgedragen door het Hof van beroep :

Eerste kandidaat :

Mevr. Pauwels, A.M., echtgenote Stubbe, rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel;

Tweede kandidaat :

De heer Winnen, J., onderzoeksrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Leuven.

Kandidaten voorgedragen door de provincieraad :

Eerste kandidaat :

De heer Winnen, J., voornoemd;

Tweede kandidaat :

De heer Van Orshoven, L., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

Vu l'arrêté ministériel du 5 mars 1980 portant création de la commission de recours en matière de passage des membres du personnel des ministères des Communautés et des Régions, modifié par l'arrêté ministériel du 13 octobre 1983, notamment l'article 2, a) et e);

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Sont nommés :

— Présidents de la commission de recours en matière de passage des membres du personnel dans les ministères des Communautés et des Régions,

de la section française :

M. H. Belleflamme, directeur général f.f. à la Fonction publique, Service d'Administration générale;

de la section néerlandaise :

M. D. De Saedeleer, directeur général à la Fonction publique, Direction générale de la Sélection et de la Formation;

— Présidents suppléants de ladite commission :

de la section française :

M. E. Capouillez, inspecteur général à la Fonction publique, Service d'Administration générale;

de la section néerlandaise :

M. E. Van Leuven, directeur général au Ministère des Travaux publics.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de la Fonction publique et Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles le 3 avril 1984.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,

Ch.-F. NOTHOMB

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,

L. WALTNIEL

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Publication des présentations de la Cour d'appel de Bruxelles et du conseil provincial du Brabant à une place de conseiller, vacante à la Cour d'appel de Bruxelles

Candidats présentés par la Cour d'appel :

Premier candidat :

Mme Pauwels, A.M., épouse Stubbe, juge au tribunal de première instance de Bruxelles;

Second candidat :

M. Winnen, J., juge d'instruction au tribunal de première instance de Louvain.

Candidats présentés par le conseil provincial :

Premier candidat :

M. Winnen, J., précité;

Second candidat :

M. Van Orshoven, L., juge au tribunal de première instance de Bruxelles.